

Sans surprise, l'usage des pesticides continue d'augmenter

Dossier de la rédaction de H2o
July 2018

Les chiffres 2016-2017 sur l'évolution de la consommation des pesticides de l'agriculture française ont enfin été rendus publics : ils indiquent une augmentation de 12,4 % par rapport à 2009. Pour France Nature Environnement (FNE), c'est un constat d'échec : les plans écophyto successifs lancés depuis 2008, dont l'objectif initial était de réduire de 50 % l'usage des pesticides pour 2018, se sont avérés inefficaces. Pour redresser la barre, le ministre de l'Agriculture a annoncé le plan écophyto 2+, la sortie du glyphosate en 3 ans et l'interdiction des néonicotinoïdes. Cela suffira-t-il ?

L'urgence est là. Les conséquences d'une utilisation massive des pesticides sont bel et bien identifiées, les indicateurs sont tous au rouge : impact de plus en plus avéré sur la santé des consommateurs et des agriculteurs, déclin de la biodiversité (près de 80 % des insectes ailés ont disparu en Europe en 30 ans, les oiseaux des milieux agricoles ont diminué de 33 % entre 1989 et 2017), dégradation des écosystèmes, pollution de l'eau (92 % des cours d'eau surveillés sont pollués selon le Commissariat général au développement durable) et de l'air, etc. Pourtant, l'utilisation de pesticides continue d'augmenter. Pour Claudine Joly, en charge des questions pesticides à France Nature Environnement, "malgré les dizaines de millions d'euros d'argent public dépensés dans le cadre d'écophyto tous les ans, l'agriculture française n'arrive pas à se libérer de son usage excessif de pesticides. Le constat est sans appel, les objectifs, déjà repoussés, de réduction des pesticides de 50 % en 2025 s'éloignent un peu plus. L'outil écophyto est intéressant mais la sortie des pesticides ne se fera pas sans l'activation d'autres leviers économiques et réglementaires nécessaires pour obtenir une mobilisation de l'ensemble de la profession." Sur ces 10 dernières années, les structures censées accompagner les agriculteurs vers la sortie des pesticides n'ont même pas réussi à stabiliser leur utilisation... et ce malgré le demi-milliard mobilisé. Elles n'ont même jamais eu de compte à rendre sur l'usage des financements reçus dans le cadre du plan. Il est temps qu'elles se remettent en cause et se transforment, pour véritablement accompagner les agriculteurs vers la sortie des pesticides. Les contrats de solution présentés par la FNSEA sont les bienvenus, mais ils arrivent avec 10 ans de retard... et il faudra plus que des bonnes intentions pour aller vers la sortie des pesticides. Le 27 juillet, les ministres ont annoncé des mesures pour sortir du glyphosate et des néonicotinoïdes, et trois interprofessions sont venues présenter leur stratégie et leurs engagements. Ce sont des signaux encourageants. Le reste de la profession doit s'engager pour amplifier rapidement le mouvement. Pour Cécile Claveirole, responsable des questions agricoles à France Nature Environnement, "certes le gouvernement a annoncé des mesures, mais il ne faut pas que ce soit l'arbre qui cache la forêt. Au-delà de l'interdiction des molécules les plus préoccupantes, l'objectif est la réduction globale et drastique de l'usage des pesticides en France. Le temps n'est plus aux bonnes intentions et autres démarches volontaires. Il faut un soutien ferme et sans concession du gouvernement pour la transition agroécologique. Il ne peut plus ignorer la volonté des citoyens : l'agriculture doit assurer une alimentation saine et de qualité pour tous, tout en préservant l'environnement et la biodiversité."

FNE